
La nouvelle vague

propagée par le collectif Ruptures

février 2022 – numéro 4

ÉDITORIAL

Alors que le gouvernement vient de mettre en place récemment le pass vaccinal, il s'est déjà lancé dans un allègement des restrictions sanitaires... A en croire de nombreux signaux médiatiques, il est même possible que le pass sanitaire, contre lequel notre collectif s'est constitué, ne survive pas au printemps (et aux élections). Selon certains discours, cette « parenthèse » ouverte, il y a tout juste deux ans, serait en train de se refermer, pour un retour au « monde d'avant ». Ouf, finie la galère !

Pour notre part, nous ne partageons pas cet optimisme. Car même si le pass sanitaire venait à disparaître prochainement, nul doute qu'une brèche aura été ouverte. On peut désormais changer les lois et le quotidien de millions de Français du jour au lendemain par simple décision du Conseil de défense ; on peut gouverner dans l'urgence de façon pérenne ; on peut imposer des discriminations dans l'accès à certains services publics sans avoir à se justifier ; et on peut disqualifier toute critique des réseaux de pouvoir comme étant « complotiste ». De fort bonnes recettes dont nos gouvernants ne manqueront pas de se resservir lorsqu'il faudra affronter les crises à venir.

Les deux dernières années l'ont montré, ces crises sont moins des ruptures dans l'ordre dominant, que des catalyseurs et des accélérateurs des tendances à l'œuvre. Alors, à l'heure où s'amorce une crise militaire inédite en Europe, et tandis que la menace d'une crise environnementale est de plus en plus présente, nous espérons que les leçons de la gestion de la pandémie seront vite tirées par celles et ceux qui veulent bâtir un futur plus humain et plus juste.

Car rien n'est fini, tout commence !

*Ruptures
le 25 février 2022*

RÉFLEXIONS SUR L'AUTORITARISME & L'EXTRÊME DROITE

Notre participation au mouvement anti-pass nous a parfois amené à côtoyer des militants politiques avec lesquels nous n'avons guère en commun. Cela nous a amenés à quelques réflexions sur l'extrême droite et les conditions de son émergence, que nous vous livrons ici.

Nous participons régulièrement aux manifestations contre le pass sanitaire et nous constatons que ce mouvement est composite. On y trouve des personnes inquiètes du rétrécissement des libertés publiques, en questionnement sur les potentiels effets secondaires d'un vaccin d'un type nouveau sans retour d'expérience, d'autres qui prônent des médecines alternatives, des gens qui pensent que la situation actuelle a été sciemment créée et orchestrée par l'oligarchie, des gilets jaunes critiques des inégalités sociales, de la vie chère et du mépris de Macron envers les classes populaires, des soignants.es suspendu-es ... et cette liste est loin d'être exhaustive. On trouve également des partis politiques d'extrême droite (notamment Civitas et les Patriotes à Grenoble), ainsi que leurs sympathisants. Mais nous constatons surtout, avec une pointe d'amertume, une situation qu'on n'aurait pas imaginée dans nos pires cauchemars : des militants d'extrême droite, mouvance ouvertement autoritaire et inégalitaire, sont là pour scander le mot « liberté ». Alors que ceux qui, habituellement s'en revendiquent (notamment à gauche), leur laissent le terrain, et parfois même soutiennent les mesures du gouvernement.

Nous avons déjà développé l'aspect liberticide des technologies (smartphone, informatique, internet, QR code...) que nous utilisons (voir *La nouvelle vague* n°1). Dans ce texte, nous développerons dans un premier temps l'idée selon laquelle ce sont les politiques libérales, de droite comme de gauche, qui ont permis la montée de l'extrême droite. Et, nous montrerons dans un deuxième temps, que ce sont ces mêmes politiques libérales qui sont responsables des tendances autoritaires de la société.

(suite page 2)

L'extrême droite d'hier à aujourd'hui

PAR-DELÀ leurs différences de façade, les courants d'extrême droite partagent tous un projet politique ouvertement inégalitaire. Ce projet peut s'incarner dans un racisme décomplexé, caché sous des prétextes culturalistes, dans un sexisme affiché, ou dans une apologie de la « *loi de la jungle* ». En France, ces multiples chapelles ont longtemps été réunies sous la bannière du Front National, qui avait « *réussi* » une sorte de synthèse. En effet, marginalisée et politiquement absente après 1945 suite à sa collaboration massive avec le nazisme, l'extrême droite a réémergé au mitan des années 80, derrière un parti dirigé par Jean-Marie Le Pen, un ancien para, négationniste, entouré d'anciens collabos. La cause de ce regain ? Essentiellement l'essor des politiques néo-libérales générant une montée du chômage, des inégalités sociales et des délocalisations. Des régions entières ont été vidées de leurs industries, comme la sidérurgie en Lorraine, ce qui a entraîné un désarroi des classes populaires abandonnées à leur sort. La précarité, le sentiment d'insécurité et le déclassement sont autant de colères pouvant être instrumentalisées par l'extrême droite, hier comme aujourd'hui. Ainsi, la fille Le Pen, en rajoutant à son discours la dimension sociale absente chez son père, a doublé le score de son parti à la présidentielle (dix millions d'électeurs). Et des nouvelles figures de l'extrême droite encore plus radicales (comme Zemmour) gagnent des parts du marché électoral. Face à l'extrême droite, le pouvoir social-démocrate, gaulliste ou libéral, façonne son propre récit : la récupération de SOS racisme par le PS, le père Le Pen brandi comme épouvantail, les manif antifascistes ou « *républicaines* », où l'on s'époumone sur des slogans peu subtils, « *F comme facho, N comme nazi* », la « *République menacée par la flambée du FN* », le « *vote utile pour faire barrage* ».

De la critique de l'extrême droite à la critique de l'autoritarisme

AU-DELÀ des discours médiatiques, il faut distinguer électeurs (d'extrême droite) et militants - les seconds adhérant pleinement à un projet de société excluant et autoritaire par essence.

En outre, les visions binaires, et le duel « *méchants fachos* versus *gentils démocrates* » nous fatiguent. Elles permettent à de nombreux politiciens de se trouver blanchis à peu de frais face à la « *Bête immonde* » alors que dans les faits, les gouvernements successifs dits démocratiques banalisent toujours plus une gouvernance autoritaire.

Lorsqu'un gouvernement réprime féroce les mouvements sociaux, instaure un pass sanitaire, se

présente comme jupitérien, difficile de nier l'évidence : le régime autoritaire est là, et ça crève les yeux (c'est le cas de le dire, 24 éborgnés chez les Gilets Jaunes). C'est un phénomène bien antérieur, qui n'a cessé de monter de manière régulière, quelles que soient les tendances politiques au pouvoir, de droite, de gauche, du centre, en marche. Les deux dernières années, chacun-e a pu s'en apercevoir.

Nous trouvons important de dénoncer la duperie qui consiste, pour l'extrême droite à faire croire qu'elle défend les libertés ou qu'elle lutte contre les inégalités, alors qu'elle ne propose réellement que d'ajouter plus d'autorité à l'autorité, plus d'exclusion à l'exclusion. Elle défend une liberté individualiste sans égalité. En ne questionnant pas véritablement le type de liens sociaux qu'impose une société capitaliste, elle ne porte aucune forme d'émancipation réelle. Mais s'arrêter à ce constat, c'est rater le reste.

Les partis « *démocratiques* », ceux-là même qui dénoncent l'extrême droite, ont produit quantité de lois et de dispositifs autoritaires. Regardons-y de plus près.

Le traitement de l'immigration en société « démocratique »

PENDANT trente ans, entre 1945 et 1973, le pays a besoin de main d'œuvre : les travailleurs immigrés sont les bienvenus. Mais à partir de 1973, l'économie se grippe et ils deviennent indésirables. Chirac, futur président « *sympa* », alors premier ministre, inaugure cette tendance, qui consiste à durcir toujours un peu plus les conditions d'entrée sur le territoire des migrants, et à compliquer autant que possible leur vie sur place. Parfois ces mesures restrictives de liberté sont un peu assouplies (régularisations massives lors de l'élection de Mitterrand en 1981, par exemple), mais c'est pour mieux durcir derrière.

Deux pas en avant, un pas en arrière et toujours plus de complications administratives et de mépris de la dignité humaine. Qu'on en juge : entre 1993 et 2018, la durée maximale de rétention en CRA est passée de 7 à 90 jours. A la fin des années 70, c'est une demande sur dix de régularisation qui est rejetée par l'OFPPA. Vingt ans plus tard on est à 9 refus sur 10. La loi Collomb de 2018 s'inscrit dans ce processus de durcissement. On peut y lire cette phase : « A compter du 1er janvier 2019, les demandeurs d'asile ne sont plus libres de fixer leur domicile ou de circuler sans l'autorisation de l'OFII (Office de l'Immigration et de l'Intégration) ». Le même texte déclare ceci : « le passeport talent (carte de séjour facilitant la venue de hauts salaires) est étendu à toute personne « *susceptible de participer au rayonnement de la France* ». On ne peut mieux illustrer comment l'État gère le cheptel humain pour satisfaire les besoins du

capitalisme. Tapis rouge pour les « premiers de cordée », charters pour les autres.

On le sait, le traitement réservé aux plus vulnérables, ici les migrants, en dit long sur une société et finit par se répandre à d'autres couches de la population.

Vous reprendrez bien un petit fichier ?

CAR la tendance autoritaire du pouvoir ne se contente pas de cibler les plus faibles. Elle cherche à englober l'ensemble de la population. Jetons un œil à la multiplication des fichiers, lois sécuritaires et dispositifs de surveillance, et remontons à 1974. Le méga-fichier SAFARI est cette année-là prévu pour interconnecter, par le biais de l'informatique, l'ensemble des fichiers nominatifs de l'époque. Révélé par une fuite dans le journal *Le Monde* (alors défenseur des libertés publiques, aujourd'hui à l'avant-garde pour fustiger ceux qui refusent le pass vaccinal), le projet est enterré. Depuis ? De lois en lois, c'est une avalanche de mesures répressives tous azimuts que nos « gentils démocrates » ont voté, renforçant chaque fois un peu plus le contrôle social. Péle-mêle, quelques données : de 36 fichiers policiers en 2007, on est passé à 106 en 2018. Parmi ceux-ci, le FNAEG recueille l'ADN. Créé en 1998 pour les seuls délinquants sexuels, il s'élargit rapidement et dès 2003, ce sont 137 infractions qui sont concernées (mais pas les délits financiers...). En 2002, on y trouvait 4000 noms, aujourd'hui plus de 5 millions. Le fichier TAJ créé en 2011, pour recenser toutes les personnes interrogées lors d'une enquête (y compris à titre de témoins) concerne aujourd'hui 19 millions de personnes (près du tiers de la population) et utilise la reconnaissance faciale. Entre 2010 et 2018, le nombre de caméras sur la voie publique a quasi quadruplé. Quant aux gardes-à-vue, elles explosent (72 % de plus entre 2001 et 2009), comme le nombre de détenus (qui a doublé entre 1990 et 2020). Depuis 1995, le plan Vigipirate n'a été stoppé que pendant un mois, et il a été renforcé en 2015 par l'opération Sentinelle, qui nous habitue à la présence de militaires dans les rues. On pourrait noircir des dizaines de pages sur l'amoncellement de lois donnant toujours plus de possibilités aux institutions pour contrôler, criminaliser et réprimer plus sévèrement quiconque désobéit, y compris par des moyens extra-judiciaires gravés dans le marbre législatif après la fin de l'État d'urgence en 2017 (loi SILT), puis en 2021 (loi du 30 juillet).

Démocrature ou dictocratie ?

Nos « gentils démocrates » n'ont guère eu besoin de l'extrême droite pour faire entrer dans l'arsenal répressif drones, caméras à reconnaissance faciale, imsi catcher,

PIQÛRE DE RAPPEL

La nouvelle vague est publiée par le collectif Ruptures. Celui-ci s'est formé en septembre 2021 dans le but de lutter contre le pass sanitaire. Nous nous sommes regroupé-e-s pour partager nos idées et être plus fort-e-s ensemble. Nous voulons faire face à cette nouvelle incarnation d'une société autoritaire et tournée vers le profit qui fait peu de cas des humains, leur préférant des courbes, des chiffres, des abstractions et des QRcodes.

mouchards divers... Quant au méga-fichier SAFARI, il existe désormais sous le nom de TES (Titres Électroniques Sécurisés). Il a été voté à la hussarde, par décret un dimanche de 2016, et il recueille, parmi bien d'autres données, les empreintes digitales de tout détenteur d'une carte d'identité ou d'un passeport français, donc de tous les Français. Dans la foulée de la sidération post-attentats de 2015, sa validation est passée comme une lettre à la poste, en attendant le méga-fichier « système européen d'entrée/sortie (EU-ESS) » et la carte d'identité biométrique en 2022.

Cette montée de l'autoritarisme n'a rien de franco-français, elle est en cours dans de nombreux pays soi-disant démocratiques, comme en témoigne la gestion à peu près similaire de la pandémie de covid dans la plupart des pays industrialisés, avec les mêmes outils (smartphones, biométrie, informatique, QR code...). En effet, ce contrôle de masse inédit n'a pu prendre de telles proportions que par l'utilisation de nouvelles technologies toujours plus performantes en traitement de données et en intrusion dans la vie privée. Ce qui nous amène à questionner en urgence l'idée qu'une technologie, lorsqu'elle est utilisée de la bonne manière est nécessairement porteuse de progrès sociaux (voir *La nouvelle vague* n°1).

Il ne s'agit pas ici de tout relativiser. Tout ne se vaut pas : Zemmour n'est pas Chirac qui n'était pas Mitterrand, il y a des nuances. Pourtant, plus nos sociétés capitalistes produisent de l'exclusion, de la frustration ou un sentiment de non-sens, plus elles ont intérêt à contrôler une population qui pourrait, qui sait, un jour ou l'autre, trouver de bonnes raisons de se révolter.

Ce contrôle de la population ne cesse d'augmenter. Quelle sera la prochaine étape : amende pour les non-vaccinés ? Retrait de leurs minimas sociaux ? Interconnexion de toutes les données ? (la CAF demande maintenant le

numéro de sécu comme identifiant), permis citoyen comme c'est déjà le cas en Chine ?

Quelles limites doit-on franchir encore pour s'apercevoir que la société de contrôle des romans de science-fiction est là, produisant une sorte de dictature sans dictateur, où nous sommes tous et toutes surveillés ?

Pour une opposition anti-autoritaire au pass sanitaire

LE mouvement des Gilets Jaunes a été une contestation radicale de la figure autoritaire incarnée par Macron, et des injustices sociales de sa politique. La gauche a raté sa jonction avec ce mouvement, le jugeant rapidement trop populiste, voire fascisant, ce qu'il n'était pas. A-t-on vraiment tiré les leçons de cet épisode ? Pas sûr. En se focalisant sur la présence de l'extrême droite dans un mouvement, ne passe-t-on pas à côté de ce qui se joue ? Ne méprise-t-on pas à nouveau la colère légitime, parfois confuse, mais la plupart du temps profonde des manifestants, contre l'intrusion ultime, celle du monde marchand dans nos corps ?

L'autoritarisme se combat en infusant d'autres idées (anti-autoritaires, égalitaires), au sein de ces mouvements. Être présent dans des rassemblements qui comprennent des personnes avec lesquelles on n'est pas d'accord, ce n'est pas adhérer à leur vision du monde. Un mouvement n'est jamais chimiquement pur. Nous ne voulons pas répondre à la binarité voulue par le gouvernement entre vaccinés/non-vaccinés, responsables/irresponsables, experts/ignorants par d'autres binarités (anti-fa/fascistes, rationnels/irrationnels, gentils/méchants). C'est pourquoi, nous estimons que notre présence dans le mouvement contre le pass vaccinal est importante, et qu'il est important de lutter contre chaque mesure autoritaire mise en place.

Ruptures
le 25 février 2022

Pour aller plus loin : Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable*, La fabrique, 2018.

VAGUES NOUVELLES

Deux ans de guerre, où est la sortie ?

Bon anniversaire : le 16 mars 2022, nous serons « en guerre » depuis deux ans. Deux années pendant lesquelles, nous avons été surveillés, confinés, restreints dans nos libertés les plus fondamentales, bien au-delà de ce qui était nécessaire d'un point de vue sanitaire. Nous proposons aux bars, bibliothèques, commerces, lieux associatifs, théâtres, locaux militants, cinémas, etc qui le souhaitent de s'associer à une journée de mobilisation. Retrouvez l'appel - et bientôt le programme - sur notre site.

Comprendre les causes de la pandémie pour en éviter d'autres

Nous avons lu le livre Marie-Monique Robin La fabrique des pandémies. Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire (éditions La découverte). Les travaux de cette spécialiste de Monsanto, de l'industrie chimique et de l'agroécologie sont incontournables pour comprendre comment l'économie capitaliste, précipitant l'effondrement de la biodiversité, crée les conditions d'une « épidémie de pandémies ». Elle prépare maintenant un documentaire sur le sujet, prévu pour 2022.

Ce qu'on voit de la liberté

Le libéralisme promettait la liberté... Le pass sanitaire (tout comme l'affaire Snowden ou la multiplication des lois anti-terroristes) signe son cuisant échec dans ce domaine ! Faut-il alors abandonner la notion de liberté ? Ou bien lui donner un autre sens, plus conforme à nos idéaux... et plus concret ? C'est le sujet du philosophe Aurélien Berlan présentera son livre Terre et liberté (éditions La lenteur) vendredi 11 mars à 19h au 38 rue d'Alembert. Nous y serons !

Haut les mains !

Ce journal est financé sur nos deniers personnels. Son impression nous coûte de 50 à 100€ par numéro (en fonction du tirage). Nous diffusons le journal gratuitement, mais nous acceptons les dons. N'hésitez donc pas à nous remplir les poches de billets lorsque vous nous croisez en manifestation. Si vous habitez loin de Grenoble, écrivez-nous un mail pour trouver une façon de nous faire parvenir des subsides.

<http://collectifruptures.wordpress.com>

contact-ruptures@riseup.net
